

# DOIT-ON AVOIR PEUR DE VLADIMIR POUTINE ?

A. Dubien, C. Fauconnier, J. de Gliniasty et T. Kastouéva-Jean

28/09/19

On pourrait dire de V. Poutine que « la Russie c'est lui ». Le destin de la Russie des 20 dernières années est indissociable de la figure de son président. Pour autant, il suscite des sentiments contradictoires (craint souvent chez nous, admiré par certains partis, occidentaux notamment). Qui est-il ? En quoi la Russie est-elle liée à sa vision du monde et du pouvoir ? Quelles perspectives sachant que V. Poutine est dans son dernier mandat ?

## Qui est V. Poutine ?

- Au moment où il accède au pouvoir en 1999, V. Poutine est assez peu connu en Russie.
- Avant d'entrer au Kremlin, il a eu 3 vies qui ont leur importance dans la mesure où le premier cercle des gens qui comptent aujourd'hui en Russie sont issus des 3 périodes de sa vie :
  - De 1990 à 1996, il a été adjoint au maire de Saint-Pétersbourg, aux côtés de celui qui fut son professeur de droit à l'université, lequel était vu à l'époque comme un potentiel présidentiable
  - Entre 1985 et 1989, il a eu sa période est-allemande à Dresde en tant qu'officier du KGB (mais on lui prête souvent une carrière au sein de l'organisation qui n'est pas conforme à la réalité : être officier en RDA n'avait rien de très prestigieux), période qui l'a marqué pour la culpabilité qu'il en gardée à l'égard des alliés de RDA, dont Poutine considère qu'ils ont été lâchés par l'URSS de l'époque
  - Avant, il a vécu sa période de jeune officier au KGB de Leningrad
- La Russie en 1999 est « au bord du gouffre » pour des raisons économiques (le PIB de la Russie a reculé de 40% entre 1991 et 1999, le revenu mensuel à l'époque est de 63 dollars) mais aussi politiques (guerre des clans dans la succession à B. Eltsine, délitement de l'État notamment dans le Caucase) et géopolitiques (effacement de la Russie sur la scène internationale : impuissance de Moscou à empêcher l'intervention internationale au Kosovo, l'élargissement de l'OTAN...) Certains analystes américains parlent de « trou noir » à propos de la Russie de l'époque.
- Au travers de ses différents mandats, il y a eu plusieurs Poutine dont la vision du monde a évolué ; les présidences Poutine ne sont pas linéaires : par exemple, le Poutine 1 (de 2000 à 2004) est plutôt pro-occidental (2003 : grande convergence avec la France et l'Allemagne sur la question africaine) et engage des réformes libérales.

## Poutine et la centralité de l'État

- De grands changements sont en effet perceptibles entre Poutine 1 et Poutine 3 mais demeure une constante : la centralité de l'État et la primauté des intérêts publics sur les intérêts privés. Poutine a été fortement influencé par l'époque soviétique dans laquelle l'État est prédominant et marqué par les années de transition de 1990 qu'il qualifie lui-même de « chaos des années 90 ».
- Dès son arrivée au pouvoir, il remet l'État au centre de tout : aidé par un budget qui se renfloue, il rembourse les dettes extérieures et réorganise l'économie autour de grands chantiers nationaux, chapeautés par ses proches.
- Le service anti-monopole russe donne les chiffres suivants : en 2000, la part de l'État dans l'économie russe est de 25%, de 40-45% en 2008 et jusqu'à 70% aujourd'hui. Dans le même sens, les revenus issus des activités de l'entrepreneuriat représentent 15% dans l'économie des ménages en 2000, aujourd'hui ils ne représentent plus que 7,5% tandis que les allocations sociales passent de 14% à 20%.

- Or cela impacte la volonté des gens de créer leur propre entreprise : dans certains pays émergents comme le Brésil, elle s'élève parfois jusqu'à 50%. En Russie, les chiffres ne dépassent pas 4% : le coût d'entrée sur le marché est très élevé en raison de la présence de grands acteurs soutenus par l'État.
- À cette obsession de l'État répond une obsession du contrôle (chaque corporation, université, hôpital etc. a pour n°2 ou n°3 un membre du FSB) qui s'étend de l'économie à la politique en passant par la société.
- Les mandatures de V. Poutine sont donc marquées par une politique de centralisation volontaire qui est passée par la réforme du fédéralisme (réformes institutionnelles de 2004-2005 qui modifient le mode de désignation des gouverneurs, sur « proposition » du Président) et la réforme du système politique lui-même (nouvelle législation électorale et des partis + création d'un grand parti présidentiel en 2001 : Russie unie)
- « L'originalité » de la conception de la politique selon V. Poutine tient aussi à son souhait d'organiser toute la vie politique, opposition incluse : la législation favorise l'existence d'une « opposition loyale » ou « constructive » (parti communiste, parti « Russie juste », NDPR) par contraste avec « l'opposition hors-système », complètement marginalisée.
- Cette gouvernamentalité a donc un aspect très monolithique mais paradoxalement, elle se double d'une grande fluidité de la législation (celle-ci évoluant beaucoup au gré des événements, des éventuelles contestations et des besoins politiques du pouvoir). Cela permet finalement à Russie unie de conserver dans des conditions très différentes sa majorité, quoi qu'il advienne. Fin 2011-2012, un grand mouvement de protestation se fait entendre à la fin de la présidence de Medvedev qui propose une série de réformes électorales, présentées comme des réformes d'ouverture.
- Ainsi, Russie unie a constamment une majorité écrasante, bien qu'ayant un rôle politique extrêmement faible, le pouvoir étant concentré dans la branche exécutive et les mains de V. Poutine.

### **Vision du monde de V. Poutine et politique étrangère**

- Certes, la vision du monde de V. Poutine a évolué mais il y a derrière lui 1000 ans d'histoire et des constantes dans la politique étrangère russe (le sentiment obsidional, la poussée vers les mers chaudes, les relations ambiguës avec l'Europe) ; « l'histoire pèse lourd en Russie »
- La vision du monde de V. Poutine est aussi marquée par la volonté de restaurer la puissance et le crédit de la Russie qui s'est incarnée par différentes tentatives comme celle de l'ouverture aux Américains après le 11 septembre 2001, pensant ainsi restaurer l'image de la Russie par le biais de la négociation et de bonnes relations avec l'Occident. Mais 3 événements ont modifié cette conception des choses : l'élargissement de l'OTAN aux anciens pays du bloc soviétique, le bombardement de la Serbie par l'OTAN en 1999 sans l'autorisation du conseil de sécurité de l'ONU, ce qui est vécu comme une façon de dénier à la Russie son statut de grande puissance, la dénonciation par les Américains en 2002 du traité limitant le développement des forces anti-missiles balistiques, vécu comme l'annulation de la puissance dissuasive de la Russie. Cela se marque par le discours de 2007 dans lequel V. Poutine affirme la volonté de défendre les intérêts de la Russie par une voie plus violente si nécessaire.
- J. de Gliniasty qualifie cette vision de « révisionnisme modéré » ; la Russie refuse à tout prix que les anciens pays du bloc soviétique fassent partie de l'OTAN, cause du conflit en Géorgie en 2008 et de l'Ukraine en 2013. Cette exigence une fois obtenue, la Russie offre un accueil très favorable à certaines propositions, comme celle de Macron sur l'architecture d'une nouvelle sécurité en Europe.
- Poutine est bien conscient que les gisements de croissance et de développement se situent à l'Est (Asie, Chine) et a tendance à considérer l'Europe comme décadente.

## Russie et puissance militaire

- Poutine est arrivé au pouvoir dans un contexte de guerre, ce qui est fondamental dans la mentalité russe : la population ne s'est jamais vraiment sentie en paix. Les sondages faits auprès des Russes sur la possibilité d'une guerre révèlent que le risque est élevé pour plus de 50% d'entre eux. D'où l'un des objectifs de V. Poutine en arrivant au pouvoir : la reconstruction de l'outil militaire.
- Pendant les conflits en Tchétchénie puis en Géorgie, le monde regardait avec stupéfaction les officiers russes communiquer sur les zones de guerre avec leurs propres portables et sans aucune liaison sécurisée (une armée déliquescence donc) mais est arrivée la Crimée puis la Syrie et là le regard sur l'armée russe, technique et puissante, a considérablement évolué.
- Entre les deux, V. Poutine a engagé des investissements et des réformes méthodiques (« la tranquille révolution militaire »), le budget a augmenté (la part de la dépense militaire dans le PIB était de 3% en 2011, 5,3% en 2015-2016, 3,2% aujourd'hui). Parallèlement, les Russes ont compris qu'il y avait un fossé entre leur budget et celui des Américains (10 fois supérieur au leur) et ont donc eu le souci d'éviter la course aux armements. La Russie a misé sur la dissuasion nucléaire et sa capacité de réaction dans les conflits locaux, sa lutte anti-insurrection et anti-terroriste. Elle a amélioré ses capacités de combat en allégeant les chaînes de décision, en changeant son mode de recrutement militaire puisqu'il y a depuis 2003 plus de contractuels dans l'armée russe que de conscrits. Les carrières militaires deviennent attractives et l'armée, est, d'après les sondages, l'institution dans laquelle les Russes ont le plus confiance (après le Président). Parallèlement, la Russie développe d'autres moyens tels que l'information et le « cyber » et a un fort pouvoir de nuisance sur l'Occident dans ce domaine.
- La Russie aujourd'hui est un pays dont l'armée est rôdée à la guerre (Syrie comme lieu d'entraînement pour les jeunes recrues) ; elle a opéré l'adéquation entre les objectifs, les moyens et l'organisation (la boîte à outils des Russes est plus mince que celle des USA mais leur habileté dans l'utilisation des ressources est plus importante que le contenu de la boîte) ; elle a la volonté et la capacité d'utiliser ses moyens militaires (prise de décision très concentrée permettant une action rapide apportant des dividendes concrets à la différence du *soft power* que la Russie a développé sous Medvedev).
- La prise de risque militaire russe est cependant très calculée et très ciblée : la Russie fait tout pour éviter une confrontation directe avec les pays de l'OTAN et s'en prend généralement aux adversaires les plus faibles ; le danger pourrait plutôt venir d'un accrochage militaire (type avion abattu Russie / Turquie)

## L'ingérence russe

- De la nécessité d'être prudent en raison de l'impossibilité d'accéder à des données fiables. Cependant la volonté d'influence de la Russie depuis une dizaine d'années à travers ses organisations médiatiques est avérée et s'inscrit dans une stratégie de normalisation, une volonté d'être reconnue sur la scène internationale. V. Poutine aurait pris le parti de faire « peur » pour être pris en considération, tout en restant assez mesuré et au niveau du symbolique plutôt que de l'effectif.
- La popularité de V. Poutine oscille entre 60 et 80% depuis son arrivée au pouvoir. Or les sources de la satisfaction des Russes ont évolué : entre 2000 et 2010, ce sont les facteurs économiques et sociaux qui ont emporté l'adhésion de la population (on vit mieux, les salaires tombent régulièrement) ; depuis 2010, c'est le retour de la Russie sur la scène internationale qui prévaut et a donc des conséquences sur la politique intérieure.
- On observe une « poutinophilie » de l'extrême-droite (française notamment), V. Poutine incarnant des valeurs traditionnelles, viriles et anti-européennes. Il y a cependant un fossé idéologique immense entre l'extrême-droite européenne et Russie unie, qui se définit étonnamment au moyen de références occidentales (De Gaulle en priorité, Reagan et Thatcher, figures d'autorité, de conservatisme et de préservation de l'État)

## France et Russie

- É. Macron a déjà fait plusieurs tentatives de rapprochements avec V. Poutine pour plusieurs raisons : la France est le 2<sup>e</sup> investisseur en Russie, le 1<sup>er</sup> employeur étranger, possède 1/3 du marché automobile russe, est présente dans tous les secteurs et souffre le plus des sanctions (entre 2013 et 2017, la France a perdu près d'un tiers de ses exportations alors même que les Américains ont augmenté leur part de marché)
- Des difficultés « psychologiques » à parler avec la Russie ont été identifiées par É. Macron et expliqueraient les réticences d'une partie de l'opinion et de la diplomatie à voir la France échanger avec les Russes ainsi que l'échec des trois rencontres qui ont eu lieu depuis 2017. De même, la question ukrainienne est un point de blocage à résoudre.

## Quel avenir pour V. Poutine ?

- Selon la Constitution russe, V. Poutine ne peut briguer un nouveau mandat. Quid de sa succession ? Plusieurs scénarios possibles :
  - Le choix d'un successeur que le peuple « validera » lors des élections
  - Une autre rotation avec Medvedev
  - ?